

Sur la base de notre conception, le problème de la direction du mouvement, aussi bien que le problème de la modification du rapport des influences parmi les masses à l'avantage du communisme, ressortiront de cette position centrale : c'est l'extension du mouvement qui fournira la possibilité de battre à la fois le capitalisme et de débarrasser la classe ouvrière des traîtres et des partis qui luttent, pour la conservation du régime capitaliste. Les communistes ne modifient en rien leur opposition aux socialistes, proclament, dès le début de la lutte, que celle-ci est vouée à un échec certain si les masses ne parviennent pas à se libérer des influences ennemies représentées par les socialistes et leur direction, affirment aussi que le bannissement des traîtres n'est possible que par le passage à une phase plus avancée de la lutte et que c'est d'ailleurs ce passage seul qui permettra de remporter la victoire contre l'ennemi.

Loin de briguer des places dans les comités de direction du mouvement, les communistes les refuseront partout pour maintenir intacte, devant les masses, l'opposition irréductible des deux programmes : la révolution et la contre-révolution, pour séparer brutalement les responsabilités sur la tournure de la lutte. Loin de se présenter devant les masses pour en distraire une partie, pour évincer les socialistes, les communistes montreront à tout instant que l'enjeu de la lutte n'est pas de voir qui des deux — communistes et socialistes — saura rouler l'autre, mais que cet enjeu consiste dans la victoire contre l'ennemi. Les propositions constantes des communistes porteront donc sur les moyens de lutte à employer et la différenciation envers les socialistes s'opérera sur la base de deux cours opposés : l'un qui porte au compromis pour l'étranglement du mouvement, l'autre à son extension pouvant seule conduire à la victoire. L'objectif essentiel des communistes étant le front le plus élargi des masses, le degré le plus haut de combativité des ouvriers, ces conditions assurant la victoire des masses et du parti à la fois, il est clair qu'au cours du mouvement le parti ne pourra avoir que l'attitude suivante : dès le début, il aura proclamé son appui total au mouvement, le sort qui attend les masses si celles-ci restent sous l'emprise des traîtres, la nécessité de pousser la lutte à son développement, sa séparation des responsabilités des dirigeants, la consécration de cette séparation par le refus catégorique de participer à un bloc dirigeant qui le rendrait co-responsable du revers certain, la participation la plus active au mouvement et à la défense des ouvriers en lutte, la décision bien ferme de ne pas laisser échapper l'occasion, lorsque celle-ci se présentera, de prendre la direction de la lutte à l'exclusion de tout bloc, par l'expulsion des traîtres. Et lorsque le changement de la situation aura déterminé, dans les masses, un état d'esprit favorable à une direction communiste du mouvement, autour du parti seul se poursuivra la lutte.

**Séparation des responsabilités qui doit s'accompagner avec la proclamation de la discipline des communistes jusqu'au moment où les conditions se seront enfin présentées pour passer à la direction de la lutte.** Cette notion est la seule condition possible pour permettre le mouvement et elle n'a rien à voir avec les manœuvres à jet continu qui transforment la lutte ouvrière en une entreprise de concurrence loyale ou déloyale, qui laisse les ouvriers non unis dans la lutte contre l'ennemi et les met devant le match que socialistes et communistes disputent entre eux pour le salut de leur boutique respective.

Et, jusque maintenant, toutes les manœuvres de front unique n'ont été qu'une entreprise que socialistes ou communistes imaginaient pour leur lutte réciproque. C'est parce que les mouvements des masses et leurs intérêts n'étaient nullement les objectifs de ces manœuvres, que le front unique a constamment représenté l'expédient pour assurer le maintien d'influences contre-révolutionnaires parmi les masses, de l'influence socialiste ou centriste. C'est pour cela que le capitalisme, malgré les proclamations répétées de front unique par en haut, par en bas, par en haut et par en bas, d'organisation à organisation, avec la base et contre le sommet, n'a fait qu'enregistrer des succès dans le cours de son offensive et nous sommes arrivés à la situation actuelle où la pulvérisation du mouvement se fait simultanément à la proclamation hypocrite de tous les groupes, sur la nécessité et la volonté de réaliser le front unique conçu, non sur le front des intérêts des masses, mais sur le front des intérêts de la boutique à laquelle on appartient.

## OU VA L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ?

### STRUCTURE

Le groupe impérialiste français est un des secteurs les plus résistants de l'économie mondiale et une analyse même succincte de ses éléments constitutifs peut fort bien étayer cette affirmation.

Assise sur une large base agricole, agglomérat d'une multitude de petites économies paysannes, la France est restée longtemps une nation retardataire du point de vue de son développement industriel, avec un appareil productif plus faible que ceux de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et un sol pauvre en charbon, « pain de l'industrie » ; le bassin de Lorraine fournissait de grandes quantités de minerai de fer, mais qui ne pouvaient être entièrement traitées, si bien qu'en 1913, la France était grande exportatrice de fer et se voyait dans l'obligation de céder à ses rivaux directs la matière première qu'elle-même ne pouvait transformer qu'en faibles quantités ; elle devenait ainsi la vassale de ses concurrents. La guerre a profondément modifié cette situation.

Versailles a permis au capitalisme français d'accroître ses réserves de fer du simple au double et, de plus, les mines de la Sarre lui ont apporté un précieux complément de charbon, insuffisant cependant pour résoudre favorablement le problème vital de l'approvisionnement en combustible. Cela explique pourquoi, pendant les premières années de l'après-guerre, la bourgeoisie française concentra sa politique, en jouant sur la carte de « la sécurité », sur des projets de conquête des riches régions minières de la Ruhr.

Si ces velléités d'hégémonie continentale se brisèrent par la volonté des impérialismes anglais et américain, la France acquit cependant la possibilité d'étendre considérablement son domaine industriel et particulièrement son industrie lourde. C'est ainsi que le Comité des Forges devient une puissance de premier plan.

**INDUSTRIE.** — En seize ans (de 1913 à 1929), la production de la fonte et de l'acier augmente de 100 p. c. et atteint trois fois la capacité d'absorption du marché intérieur. La métallurgie française se transforme en industrie exportatrice et surgit en concurrent sérieux sur le marché mondial : pour la fonte, le pourcentage par rapport à la production mondiale passe de 6.5 en 1913 à 10.5 en 1929, 14.7 en 1931, 13.9 en 1932 et 12.9 en 1933 ; la France passe au deuxième rang après les Etats-Unis. En ce qui concerne l'acier, la progression est moins impressionnante, soit de 6.1 en 1913, à 7.4 en 1929 et 9.8 en 1933, plaçant la France au quatrième rang seulement. Cependant, la progression des exportations de produits métallurgiques est remarquable et, en 1929, elles passent à peu près du simple au quadruple. Tels sont les fruits de la politique tenace, féroce, des « réparations », récoltés sur la chair du prolétariat allemand.

Cette politique s'est conjuguée avec celle de l'encerclement de l'Allemagne par des Etats vassaux de la France, assujettis économiquement et financièrement ; l'Europe Centrale constituait, jusqu'en 1933, une sphère d'influence française. L'établissement de liens étroits avec la Belgique, la Pologne, la Hongrie, l'Autriche, la Petite Entente, favorisait non seulement l'affaiblissement de l'Allemagne, mais assurait aussi à la France des sources de matières premières (charbon polonais, pétrole et blé roumains). Aujourd'hui, la caiguë se disloque : pacte allemand-polonais, manœuvres du fascisme italien, chute de la social-démocratie autrichienne.

Par l'apport des mines de la Sarre, la production charbonnière française a augmenté en 1929 de 41 p. c. sur 1913 et bien que les besoins intérieurs se soient fortement accrus, ils sont couverts à concurrence de 66 p. c. en 1932 contre 61 p. c. en 1913. Mais l'exploitation des mines est plus onéreuse qu'en Angleterre, en Belgique et en Allemagne : elles ne produisent que des charbons industriels et leur distribution est entravée, d'une part, par des tarifs ferroviaires élevés, et, d'autres